Création du collectif Jeunes Majeurs Sans Papiers afin de défendre des milliers d'anciens MNA pris en charge par l'ASE

20/02/2021 à 11h16



[NDLR : Plus de 95% des MNA ne demandent pas l'asile pendant leur prise en charge par l'ASE malgré les propositions des services sociaux. De fait, ils deviennent des étrangers sans titre de séjour à leur majorité]

"Nous sommes un groupe de jeunes majeurs venus de différents pays Guinée, Mali). Il y a quelques années, nous sommes arrivés dans la région de Franche-Comté, à Besançon, Pontarlier, Belfort et Vesoul, après une longue traversée. **A notre arrivée en France, nous avons été pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance jusqu'à notre majorité**.

> ***A nos 18 ans, nous avons perdu tout ce qui nous permettait d'être intégrés dans la société française : aide financière pour l'éducation, l'hébergement, la couverture médicale etc.***

Nous nous sommes retrouvés à la rue après avoir perdu le droit à l'aide sociale à l'enfance.
Malgré notre insertion sociale et professionnelle, nous avons

reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF). La raison du refus de titre de séjour : La police aux frontières donne comme réponse une non-authentification de nos documents d'Etat-civil, et les préfectures se servent de cet argument pour prononcer une OQTF.

Pourquoi la création de ce collectif ?

> *Il ne s'agit pas de cas isolés. Mais de milliers de jeunes dans la même situation que nous au niveau national. A notre majorité, nous devenons des fantômes, nous perdons toute existence publique.*

Maintenant devenus adultes, nous voulons porter un message fort et demander aux préfectures de nous donner un titre de séjour pour poursuivre nos formations (menuisier, cuisinier, électricien, couvreur etc) et contribuer à la société française.

Pendant ces années sur le territoire, nous avons contribué à l'économie française mais pas seulement. Ici, nous avons également construit nos réseaux, nos cercles amicaux et familiaux, et le plus important, notre identité. Du statut d'adolescent, nous sommes passés à celui d'adulte.

Puis, de travailleurs déterminés, nous avons été contraints à devenir clandestins. C'est donc ça l'identité que les pouvoirs publics nous donnent : « clandestins » ? On n'est donc rien d'autre à leurs yeux ?
Nous avons dû redoubler d'efforts pour faire nos preuves, pour nous intégrer, avec souvent le sentiment de rejet, mais nous n'avons rien lâché. Jamais ! Nos parcours sont méritants à tous les points de vue.
Nous souhaitons dorénavant être indépendants et construire notre avenir en France. C'est pourquoi nous demandons aux préfectures de reconsidérer individuellement nos dossiers et de nous accompagner dans notre démarche sincère d'enrichir ce pays, sur les plans culturel et économique.

Par cette lettre ouverte, nous souhaitons vous dire que nous sommes là. Nous avons décidé de sortir du silence et de nous faire entendre.

Le JMSP”